

## Pourquoi Calais fait face à «une crise humanitaire jamais vue»

PAR HAYDÉE SABÉLAN  
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 27 OCTOBRE 2014

L'afflux de migrants à Calais est en train de complètement déborder les associations alors que les actes et agressions racistes se multiplient en ville. Les renforts annoncés par le ministre de l'intérieur n'y changeront rien. Depuis dix ans et la fermeture de Sangatte par Sarkozy, la situation n'a cessé de se dégrader. 250 femmes et une quinzaine d'enfants sont aujourd'hui dans la zone. Du jamais vu.

**Calais, de notre envoyée spéciale.**-Que se passe-t-il à Calais ? Une série de faits divers autour des migrants attire les caméras et l'effet de loupe fabrique la caricature. Lundi dernier, des Érythréens et des Éthiopiens se sont battus à coups de bâton dans le bidonville de 800 personnes du terrain de l'usine chimique Tioxide. Depuis le début de l'été, on voit tourner sur le Web des images d'hommes, parfois de femmes, autour de camions pour s'y glisser, les jours d'embouteillages sur la rocade d'accès au car ferry vers l'Angleterre. Voilà pour le plus spectaculaire, le côté «jungle».

Côté Calais, il y a aussi de quoi raconter. Frédéric D., vigile, a tiré avec une carabine à plombs équipée d'une lunette de visée sur un Soudanais, Adam Joseph Gbrel, et sur un Érythréen, Jaffar Nur, qui passaient devant l'usine désaffectée qu'il surveillait, en juillet dernier. Il a blessé l'un au dos, l'autre au bras, et a été condamné à six mois de prison ferme.

Le collectif « anti-migrants » « Sauvons Calais » a pour sa part organisé un rassemblement, avec une poignée de crânes rasés, bras tendus et écussons nazis, devant l'hôtel de ville le 7 septembre. Un homme hurlait aux habitants de ne pas se laisser « égorger » et de s'« organiser par quartier » : Ivan Benedetti, ancien dirigeant de l'Œuvre française, **dissoute après la mort de Clément Méric**. Après douze plaintes, le procureur de Boulogne-sur-Mer Jean-Pierre Valensi a ouvert une enquête pour « incitation à la haine raciale », le 19 septembre.

La nuit même, quatre jeunes Calaisiens ont lancé trois cocktails Molotov sur une petite maison de briques qui abrite un squat d'Égyptiens. Ils ont été condamnés à des peines de six à douze mois de prison avec sursis, selon l'AFP, par le tribunal correctionnel de Boulogne-sur-Mer, le 13 octobre. Deux de ces jeunes étaient le 7 septembre devant la mairie. Sur la page Facebook de « Sauvons Calais », à la date du **9 juin** encore accessible par une recherche de mots-clés, mais disparue du mur, des internautes appellent à « *flinguer* », « *tuer* » des migrants, et « *sortir l'essence* » pour un « *barbeuk géant* ».



Le 23 octobre 2014, sur la route qui mène au terminal de Calais © Reuters

Le matin même, des policiers calaisiens ont manifesté à Calais en compagnie de chasseurs et d'agriculteurs, sous la banderole de Force ouvrière, pour réclamer des renforts au ministre de l'intérieur. Ils évoquent une hausse de la délinquance après que le nombre de migrants a été multiplié par quatre en dix mois. Ils étaient soutenus par « Sauvons Calais » et le Front national. À leur corps défendant, expliquait le délégué syndical FO-Police Gilles Debove quelques jours plus tôt. Selon le directeur départemental de la sécurité publique, Thierry Alonso, « *7% des plaintes déposées à Calais pendant le mois de septembre sont imputables aux migrants* ». Soit une vingtaine de faits, a-t-il indiqué **à Libération le 24 octobre 2013**. *La Voix du Nord* et *Nord Littoral* rapportent le cas d'un habitant, menacé au couteau par un migrant ivre qui avait pénétré chez lui (lequel a pris quatre mois de prison ferme), et une rixe entre un Calaisien et un Albanais. Vendredi 24 octobre au matin, Marine Le Pen a arpenté l'artère principale de la ville entourée de caméras et donné une conférence de presse à l'hôtel du Golf pour dénoncer « *une scandaleuse incurie du pouvoir* ».

L'après-midi même, on a appris la mort de Mohammad Ali Doua, un trentenaire soudanais du Darfour. Il avait été admis trois jours plus tôt au centre hospitalier de Calais. Il avait sauté depuis un pont sur un camion bâché, pour tenter de s'y glisser en coupant la bâche au rasoir. Une technique qui avait déjà cours en 2000, du temps du centre de Sangatte (Pas-de-Calais). L'homme s'est écrasé au sol. Deux jours plus tôt, Nitsuh H., une Éthiopienne qui se faisait appeler Sara, est morte fauchée par une voiture alors qu'elle traversait l'autoroute pour tenter de trouver un camion.

Une fois dépassé ce spectaculaire, ce qui se passe tous les jours à Calais a un autre visage. Et là, presque rien n'a changé depuis la fermeture du centre de la Croix-Rouge à Sangatte fin 2002 par le ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Les exilés de Sangatte étaient d'abord kosovars. Le centre avait ouvert en septembre 1999 sur décision de l'État, alors que Lionel Jospin était premier ministre, sous la pression de l'abbé Pierre et des associations locales, pour abriter 150 Kosovars qui fuyaient la guerre et dormaient dans les parcs de Calais. On y a ensuite croisé surtout des Afghans, des Kurdes d'Irak, et des Iraniens.

Aujourd'hui, les plus représentés parmi les exilés de Calais sont les Érythréens, les Soudanais du Darfour. On compte aussi des Syriens, des Afghans, des Égyptiens, des Éthiopiens, des Iraniens. Ils vivent dans la boue, certains en tongs, dans des cabanes de plastique et de palettes, dans les forêts autour de la ville, ou dans une ancienne usine polluée, dans des maisons abandonnées, ou dans les interstices du béton, sous les ponts d'autoroute. Il y a environ 250 femmes et une quinzaine d'enfants. Du jamais vu. Une cinquantaine de femmes, dont cinq enceintes, et une demi-douzaine de ces enfants sont hébergés par l'association Solid'R dans des préfabriqués loin de la ville, les autres sont dans les jungles et les squats.

« Une catastrophe », résume David Lacour, le directeur de Solid'R. « On ne peut pas laisser une femme et des enfants dormir dans la rue. » Avec sept salariés et des locaux exigus, l'association ne peut pas faire plus. Pour celles qui n'ont pas d'autre solution que les squats ou la jungle, des Calaisiens discrets en

prennent quelquefois chez eux quelques jours. « On prend les gens qui nous semblent au bout du rouleau, femmes et hommes », raconte ce couple de retraités. « Ils voient bien qu'on est des vieux et que ça nous fatigue. Ils ne restent pas longtemps. La dernière fois, c'étaient une jeune fille de 17 ans et une femme de 40. Quand elles sont reparties on leur a acheté une tente. »

### 100 000 vies sauvées par Mare Nostrum

La plupart des exilés ne mangent qu'un repas par jour. Parfois moins : pour 1 500 migrants à la rue, l'association l'Auberge des migrants (qui distribue les repas du jeudi et du vendredi) n'a que 600 repas selon Christian Salomé, son président. L'association est déficitaire, elle n'a pas anticipé cette augmentation du nombre. Du coup, pour un repas à 16 heures, les premiers commencent à faire la queue à 14h30, et les derniers n'ont rien à manger.

Au campement des Soudanais du Darfour, proche de l'accès au Tunnel soit à une heure de marche de la ville, on ne se déplace même pas. « On se cotise, on ne mange pas chaque jour, on cherche de l'eau à boire, de quoi se laver », explique un exilé. Le 29 septembre, les sept douches du Secours catholique ont été incendiées

– Mickaël M., l'auteur des faits, a pris six mois de prison ferme. Un camion de Médecins du monde passe plusieurs fois par semaine près des squats pour des douches, mais ne peut pas en donner plus de 25 par jour. Certains se baignent dans les rejets de l'usine Tioxide. « C'est dangereux », soupire Mariam Guerey, animatrice du Secours catholique, « à cause des rejets de l'usine, l'eau est tiède ici. Certains ont la peau qui pèle, ensuite ».

**Médecins du monde** distribue des kits d'hygiène, des sacs de couchage, des jerricans d'eau potable. Le Secours catholique achète par rouleaux du plastique agricole noir pour fabriquer des abris. En ce moment, il n'y en a plus.



Le 24 octobre 2014, à Calais. La file d'attente se forme bien avant la distribution du repas prévue à 16h. © Reuters

Pourquoi les migrants sont-ils si nombreux en ce moment ? « *Il n'y a pas d'explication unique* », répond Christian Salomé. Il évalue à 1 500 le nombre d'exilés dans la ville, et à 800 autour de Calais, « *chiffre stable depuis cet été, les gens qui passent sont aussi nombreux que ceux qui arrivent* ». Il avance que la guerre en Libye, qui a rendu le pays « *invivable* » pour les Noirs, enfermés, violentés et rackettés, a poussé plus encore les gens sur les routes. Le pays, déjà dur du temps de Kadhafi, véritable camp de rétention des Européens, est encore plus dangereux selon les témoignages.

Si les migrants sont nombreux, c'est aussi qu'ils ne sont pas morts en mer. Mare Nostrum l'opération de sauvetage par la Marine italienne, aurait permis de secourir plus de 100 000 personnes. Et puis l'Italie a cessé de prendre les empreintes des voyageurs, qui tentent du coup leur chance plus loin que l'Italie. Moins d'une semaine après avoir accosté en Sicile, des rescapés peuvent se retrouver à Calais. Menacée d'amende par la Commission européenne, l'Italie est contrainte aujourd'hui de recommencer la prise d'empreintes digitales, ce qui pourrait retarder le flux de migrants vers Calais, et sinon les obliger à nouveau à se brûler le bout des doigts pour échapper au fichage, ce que montre Sylvain George dans son film, *Qu'ils reposent en révolte*, toujours visible sur Mediapart.

Pourquoi l'Angleterre ? « *Ce n'est pas vrai que tout le monde veut aller en Angleterre ! La plupart vont ailleurs* », s'exclame un Érythréen rencontré vendredi après-midi dans la « jungle » Tioxide. « *Regardez la Suède !* » Les exilés courant autour des camions et les jungles peuplées de candidats à l'asile en Grande-Bretagne faussent le regard. La Suède a accueilli 1 000 demandeurs d'asile par semaine en

2013, quand le Royaume-Uni en recevait autour de 600, la France 1 300, et l'Allemagne 2 400. L'Union européenne comptait en moyenne 860 demandeurs d'asile par million d'habitants en 2013, la France 985, le Royaume-Uni, 465, selon Eurostat. C'est moins que la Suède (5 680 demandeurs par million d'habitants), la Belgique (1 885), l'Allemagne (1 575).

En France, les demandeurs d'asile ont 17 % de chance d'obtenir une décision positive en première instance, pour 26 % en Allemagne, 38 % au Royaume-Uni, et 53 % en Suède. Le Royaume-Uni a quelques avantages. D'abord – pour ceux qui ne sont pas interceptés dans les ports, et expulsés dans les jours qui suivent – les demandeurs sont tout de suite logés, ils ont droit à un pécule, et à des bons d'alimentation. On examine leur demande en quelques mois, alors qu'en France, ce délai dépasse un an.

À Calais, il y a 150 demandeurs d'asile à la rue. Dans le camp des Soudanais, vivent côte à côte un homme qui veut passer en Angleterre, un qui demande l'asile, et un qui l'a obtenu. « *Comment voulez-vous être crédible ? Comment voulez-vous que tous les autres n'aient pas envie d'aller en Grande-Bretagne ?* » s'interroge M<sup>e</sup> Norbert Clément, qui a défendu, avec l'aide de Clémence Gautier-Pongelard, la juriste de la plateforme de service aux migrants de Calais, le cas de 16 personnes, un réfugié et 15 demandeurs d'asile. Au tribunal administratif, ils ont presque tous gagné. Tous logés, sauf le réfugié. Mais il faut aller au tribunal pour exiger d'être logé. Autre avantage à traverser la frontière : le travail au noir. Des migrants expulsés de Grande-Bretagne repassent même par Calais pour choisir de vivre en clandestins en Angleterre où ils ont leurs attaches, et un travail qui les attend.

### « Les CRS renforceront les passeurs »

Combien passent ? À Sangatte, c'était « *jusqu'à 100 personnes par nuit* » ces derniers mois, estimait Michel Derr, l'ancien directeur du centre de la Croix-Rouge, contre « *10 par semaine* » pendant l'été 2011 selon le préfet de l'époque. Aujourd'hui ? « *20 à 50*

par semaine », pense Vincent De Coninck. Voire « 30 à 40 », certains jours, selon Christian Salomé. Les deux sont d'accord pour dire que « ça passe toujours ».



Le 22 octobre 2014, au terminal de Calais. © Reuters

Depuis le début de l'été, les Érythréens et les Soudanais sont de plus en plus nombreux. Or, désargentés, ils n'ont pas le droit aux passeurs. Et les passeurs, eux, font les trois huit, ne leur laissent aucun moment pour accéder aux parkings. Même sans passeur, il faut payer un péage pour avoir le droit d'approcher les camions. La seule solution est de tenter d'entrer dans les camions à l'arrache. Ça a toujours existé. Un tournant à angle droit près de l'usine Tioxide, où les camions sont contraints de ralentir, était déjà pratiqué par les Afghans et les Kurdes sans le sou du temps de Sangatte. Le camion tourne, il est presque à l'arrêt, et on se précipite pour ouvrir le camion et faire entrer les copains et fermer derrière.

Ce tournant, les Érythréens l'appellent aujourd'hui « Laffa ». À cet endroit, en 2002, des exilés racontaient qu'ils faisaient le coup du « boiteux ». Deux personnes traversent la route à petits pas, l'un semblant soutenir un blessé, au moment où le camion tourne. Le chauffeur freine, et on peut essayer de monter. Aujourd'hui que les Érythréens et les Soudanais sont des centaines, c'est le meilleur moyen de passer sans payer le passage en groupe.

« Des comportements complètement irrationnels », explique à *Libération* Thierry Alonso, le directeur départemental de la sécurité publique. « Ils sont tout de suite détectés aux points de contrôle. La probabilité de passer par ce moyen-là est assez faible. » Faible, oui, mais quand c'est le meilleur moyen, c'est rationnel, au contraire.

À Sangatte, les Afghans, les Kurdes et les Iraniens faisaient pareil, au printemps et à l'été 2001, à l'entrée du Tunnel, jusqu'à ce que les barrières viennent l'empêcher. Les passeurs kurdes et les passeurs afghans se partageaient alors la nuit. Entre les deux, la voie était libre et les fauchés tentaient leur chance ensemble. Ils appelaient ça le « hamlé », l'assaut. Ils se lançaient à 350 sur un train, le cheminot était contraint de freiner, et tout le monde montait. Les vigiles d'Eurotunnel tentaient de les sortir, vite, puis le train repartait, avec les plus chanceux restés à bord. Quatre hommes sont morts dans ces tentatives entre février et août 2001, fauchés par le train, ou électrocutés. Un homme a été amputé. C'est dangereux, mais ça passe.

Au port aussi : les scanners, les chiens renifleurs britanniques, les détecteurs de CO<sub>2</sub>, les détecteurs de mouvements, on peut passer à travers, en cas d'embouteillage au port. C'est plus rationnel que de se faire faucher sur l'autoroute, comme Sara, ou de tomber d'un pont, comme Mohammad Ali Doua. « Plutôt que risquer leur vie par les chemins les plus dangereux ils ont choisi d'utiliser leur nombre, pour s'affranchir des passeurs, et dérouter la police et la sécurité du port », résume l'ancien responsable associatif et désormais blogueur Philippe Wannesson sur son blog « **Passeurs d'hospitalités** ».

Certains migrants sont à Calais depuis 5 mois, voire 7 mois. Avec la faim, la soif, la vie dehors, les pieds abîmés, la déprime quand tous les copains sont passés, les gens sont « à bout », résume Christian Salomé, et l'alcool aidant, ça peut finir en bagarre. « Désespérant », ajoute Vincent De Coninck. « Il y a cinq ans, je ne voyais jamais de gens ivres. »

Et maintenant ? Le Royaume-Uni a accepté de donner 15 millions d'euros à la France pour barricader le port, et le ministre de l'intérieur Bernard Cazeneuve vient d'annoncer dans la *Voix du Nord* des renforts de 100 policiers et de gendarmes supplémentaires à Calais : « 350 policiers sont déjà mobilisés à Calais, avec les deux compagnies de CRS que j'y ai déjà affectées. » Un total de 450 policiers et gendarmes,



c'est « *exceptionnel pour une circonscription de police de 75 000 habitants, mais totalement justifié compte tenu de la situation* ».

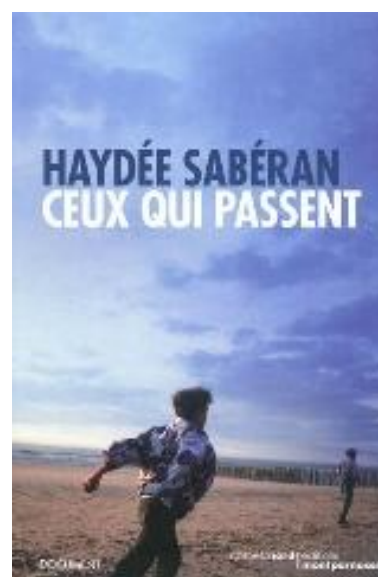
À quoi cela servira-t-il ? « *À rien. Cela renforcera les passeurs* », pense Vincent De Coninck. « *Étanchéifier renforce les réseaux, puisqu'il faudra de plus en plus faire appel à eux.* » Le prix fort, c'est 5 000 à 6 000 euros, pour acheter la complicité du chauffeur, et le passage dit « garanti ». Avec le risque, pour le chauffeur, même s'il est de bonne foi, d'écopier d'une amende de 2 000 livres (2 538 euros) par clandestin trouvé dans son camion. Christian Salomé, lui, espère que les renforts feront baisser la violence policière. « *Les CRS seront peut-être moins agressifs, moins stressés. Il y aura peut-être moins de bras cassés par matraque.* » Les violences policières ont toujours existé, même au temps de Sangatte (voir **La loi des jungles**, le rapport de Karen Akoka et Olivier Clochard pour la Coordination française du droit d'asile), mais elles connaissent des pics, comme après la fermeture de Sangatte, et après la destruction de la « jungle », quand il s'agissait de disperser les gens.

Aujourd'hui, **le rapport accablant** du Défenseur des droits a fait reculer les violences, sans les supprimer. Les associations distribuent un numéro de téléphone portable d'urgence aux exilés pour les défendre. Aucun n'a encore déposé plainte.

Dernière nouveauté : le ministre annonce bientôt un centre d'accueil de jour, expérimenté six mois, dans un ancien centre aéré, avec douches, et accès à l'eau potable, pour 400 personnes. Pour les remettre dans la

rue le soir ? « *Cela devient intenable* », résume Vincent De Coninck. « *L'hiver arrive, et ce sera encore plus dur. On est devant une crise humanitaire d'une ampleur jamais connue ici. Il faut, en toute logique, ouvrir des camps de réfugiés, de petites unités, portés par des organisations dont c'est le travail, comme le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR).* »

### Boîte noire



Haydée Sabéran est une journaliste indépendante. Elle est l'auteur de *Ceux qui passent*, publié en mars 2012 aux éditions Carnets Nord/Montparnasse. Elle a aussi été parmi les invités de l'une de nos soirées «En direct de Mediapart» en mars dernier, à propos de son dernier ouvrage : *Bienvenue à Hénin-Beaumont, reportage sur un laboratoire du Front national*, paru en février 2014 aux éditions La Découverte. On peut revoir la vidéo en cliquant **ici**.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.